

# L'action en parasitisme entre deux associations



© 2022 Les Echos Publishing

Le parasitisme consiste pour un opérateur économique à se placer dans le sillage d'un autre en profitant indûment de la notoriété acquise ou des investissements consentis. Plus largement, la Cour de cassation vient de rappeler que l'action en parasitisme n'est pas réservée aux opérateurs économiques au sens du droit de la concurrence et est possible entre deux associations n'ayant pas d'activité commerciale.

Dans cette affaire, la Société protectrice des animaux (SPA) avait lancé une campagne nationale afin de dénoncer la torture faite aux animaux dans le cadre de l'abattage, de l'expérimentation animale et de la corrida. Une campagne consistant en des affichages, notamment dans le métro et sur les bus, et en la création, sur Twitter, du Hashtag #JeVousFaisUneLettre destiné à inciter les citoyens à interpeller directement leurs élus dans le but de les sensibiliser à la cause de la maltraitance animale et à créer un fil de conversation unique sur ce sujet.

Moins d'une semaine après le début de cette campagne, l'association La Manif pour tous avait publié sur son site internet des visuels reprenant les éléments distinctifs des affiches diffusées par la SPA (même composition des affiches et diffusion du Hashtag #JeVousFaisUneLettre). Ceci afin de dénoncer notamment la procréation médicalement assistée pour les couples de même sexe et la gestation pour autrui.

Pour la cour d'appel, l'association La Manif pour tous avait commis des actes de parasitisme. En effet, en détournant, quelques jours seulement après son lancement, le concept et la composition visuelle de la campagne nationale de la SPA, elle s'était placée dans son sillage en profitant de ses investissements financiers réalisés pour la création et la diffusion de sa campagne (environ 150 000 €) ainsi que de sa notoriété (3<sup>e</sup> position des associations caritatives les plus connues des Français).

Condamnée à verser 15 000 € de dommages-intérêts, l'association La Manif pour tous avait contesté ce jugement en arguant qu'il ne pouvait pas y avoir de parasitisme puisque ni sa campagne, ni celle de la SPA n'avaient de finalité économique.

Mais, selon la Cour de cassation, la finalité des campagnes importe peu. En effet, l'action en parasitisme, fondée sur l'article 1240 du Code civil, peut être mise en œuvre quels que soient le statut juridique ou l'activité des parties, « dès lors que l'auteur se place dans le sillage de la victime en profitant indûment de ses efforts, de son savoir-faire, de sa notoriété ou de ses investissements ».

En utilisant des outils de communication conçus et financés par la SPA, l'association La Manif pour tous a donc bien commis des actes de parasitisme.

[Cassation commerciale, 16 février 2022, n° 20-13542](#)

© 2022 Les Echos Publishing